

**Une voix:** Qui croyez-vous bernier?

**M. Lang:** Je voudrais lui dire que dans ce cas précis, en particulier si notre gouvernement a un gain électoral à retirer, c'est d'avoir institué le plan de stabilisation pour lequel il a combattu et qu'il a fait adopter pour le plus grand bien des agriculteurs canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Vous êtes incroyable!

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### L'OPPORTUNITÉ DE L'INTERDICTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE ET L'AFRIQUE DU SUD

**M. John Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu du fait que le gouvernement du Canada a récemment annoncé des mesures visant à ralentir les relations commerciales qu'il entretient avec le gouvernement sud-africain et à limiter le soutien qu'il lui apportait, et compte tenu du fait que la campagne actuelle du gouvernement à l'encontre du gouvernement sud-africain ne s'est soldée par aucun effet appréciable, le ministre peut-il dire à la Chambre si son gouvernement est prêt à aller plus loin et à mettre fin à tous les rapports existant entre des organismes gouvernementaux œuvrant dans le secteur commercial et le gouvernement sud-africain?

● (1452)

**L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, quand j'ai annoncé les diverses mesures qu'avait prises le gouvernement, en décembre dernier je crois, j'ai aussi dit, et je renvoie le député à la déclaration, qu'un certain nombre d'autres questions à l'étude s'inscrivent généralement dans les catégories qu'il vient tout juste de mentionner, comme la question de crédit et la question de la préférence accordée aux pays du Commonwealth. Le travail se poursuit. J'espère être bientôt en mesure d'indiquer si ces mesures seront prises ou non suivant ce que révéleront les études.

J'aimerais ajouter que j'ai discuté avec d'autres pays occidentaux de la question de la Namibie. Vu la possibilité, bien mince à l'heure actuelle mais quand même réelle, que les problèmes fondamentaux soient résolus cette année, nous croyons qu'il serait peut-être préférable de ne pas prendre d'autres sanctions à l'endroit de la Namibie jusqu'à ce que soit connue l'issue des négociations en cours.

**M. Rodriguez:** Comme le ministre a fait son annonce à la Chambre et au pays il y a quelque trois mois et demi à quatre mois et comme le gouvernement a dit que les principales transactions commerciales entre le Canada et l'Afrique du Sud sont effectuées par le secteur privé, le ministre dira-t-il à la Chambre si son gouvernement est prêt à décourager les compagnies canadiennes privées d'appuyer le gouvernement de l'Afrique du Sud en révoquant les accords relatifs à la double imposition entre le Canada et l'Afrique du Sud et en retirant

## Questions orales

tout argent du gouvernement maintenant détenu en dépôt dans les banques canadiennes qui prêtent à l'Afrique du Sud?

**M. Jamieson:** Au sujet de la première partie, c'est précisément ce que j'entendais quand j'ai parlé de la Namibie. La double imposition a trait aux transactions canadiennes dans ce domaine. Les ministres des Affaires étrangères des cinq pays occidentaux au Conseil de sécurité sont arrivés à la conclusion que le principal objectif à l'heure actuelle, dont nous avons discuté à New York il y a un mois, est d'en arriver à une transition pacifique au plein pouvoir pour le peuple de la Namibie. C'est le premier objectif. Il faut essayer de déterminer si des mesures du genre qu'on propose maintenant et depuis un certain temps iraient à l'encontre de cet objectif. Quand nous l'aurons établi, nous pourrions travailler simultanément en vue d'atteindre ces deux objectifs et c'est probablement ce que nous allons faire.

**M. Rodriguez:** Comme l'abandon de la Namibie par l'Afrique du Sud préoccupe la Chambre et la nation tout entière, je voudrais exprimer de nouveau au ministre nos inquiétudes à l'égard du régime d'Afrique du Sud qui se fonde sur l'inégalité des noirs et des blancs et le fait que la population bantoue prend conscience de ses droits. Le ministre est-il prêt à prendre ces mesures contre le régime d'Afrique du Sud pour montrer que le Canada désapprouve la philosophie d'un tel régime?

**M. Jamieson:** Monsieur l'Orateur, je n'hésite nullement à répéter ce que j'ai dit à plusieurs reprises, à savoir que le gouvernement et aussi, j'en suis sûr, le Parlement et le pays tout entier, s'opposent totalement à l'apartheid. Nous avons pris certaines mesures. Nous étudions la possibilité d'aller plus loin. Il s'agit seulement de savoir jusqu'où nous pouvons aller, sans autre appui de la Communauté mondiale et à partir de quel moment ce genre d'action peut nuire à l'objectif principal qui consiste à supprimer l'apartheid et à libérer la Namibie. Ce ne sont là que deux aspects du problème.

Enfin, je le répète, je serais ravi que la Chambre se penche un jour sur la question afin d'établir dans quelle mesure nous devrions interdire à l'entreprise privée, aux particuliers qui ne demandent aucun appui du gouvernement du Canada, de conclure des marchés avec l'Afrique du Sud ou tout autre pays.

\* \* \*

## LES POSTES

### LES INSTRUCTIONS DU MINISTRE AU SUJET DE LA LIVRAISON DES CHÈQUES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Postes. Les dirigeants des Postes et le ministre ne semblent avoir aucune sympathie pour les postiers qui ont été suspendus parce qu'ils avaient osé livrer du courrier de bonne heure, à savoir les chèques d'allocations familiales. Étaient-ce là les instructions du ministre? Dans l'affirmative, va-t-il annuler ses instructions qui témoignent d'une trop grande sévérité à l'égard des postiers et des facteurs?